

Questions orales

[Traduction]

Mlle MacDonald: Monsieur le Président, je serais très heureuse de prendre note des instances présentées par le député au sujet de cet important groupe culturel, mais peux lui garantir que dans un pays comme le Canada, qui offre tellement de possibilités et où les gens ont confiance dans l'avenir, il y a place pour les auteurs, les groupes culturels et tous ceux qui veulent et qui peuvent contribuer à l'avenir du pays.

* * *

LES FORÊTS

LES TERRES FORESTIÈRES DE L'ÎLE DE VANCOUVER

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Forêts. Les habitants des localités de l'Île de Vancouver, où le taux de chômage atteint 15 p. 100, craignent que l'entente qui doit être signée entre le gouvernement fédéral et la Colombie-Britannique au sujet des forêts ne porte que sur le reboisement de la partie continentale de la province et néglige les bonnes terres forestières de l'île de Vancouver. Le ministre acceptera-t-il la demande des maires de l'île de Vancouver qui veulent obtenir le financement permanent d'une exploitation forestière intensive sur l'île de Vancouver? Cela créerait immédiatement 1,100 emplois permanents et assurerait la stabilité économique à long terme de l'île de Vancouver.

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, je peux garantir au député que j'ai moi-même visité le projet en question sur l'île de Vancouver. Cet après-midi à 15 h 30, je rencontrerai le groupe mentionné par le député et j'écouterai ses instances. Je suis déjà un peu au courant de l'importance de cette demande fort intéressante. A mon avis, il s'agit d'un projet utile et nous essaierons d'y affecter les fonds nécessaires à mesure qu'ils seront libérés.

● (1440)

ON DEMANDE DES FONDS SUPPLÉMENTAIRES

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. En disant «à mesure que les fonds seront libérés», il introduit une note peu rassurante. Il faudrait affecter l'argent tout de suite. Le ministre peut-il dire à la Chambre si l'accord projeté défavorise l'île de Vancouver? Si c'est le cas, le ministre s'engagera-t-il à obtenir des fonds supplémentaires pour que les localités défavorisées de l'île de Vancouver obtiennent leur juste part?

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, j'ai visité diverses régions de la Colombie-Britannique et je sais qu'elles ont de graves problèmes. Mes collègues du cabinet sont en train d'examiner diverses demandes d'aide et nous nous en occuperons en temps et lieu.

LES ETHNIQUES

LES CONSÉQUENCES DE L'ANNULATION DU RECENSEMENT DE 1986

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du multiculturalisme. Les chefs et les associations des groupes ethniques du Canada ont été consternés d'apprendre que le recensement de 1986 avait été annulé, car on s'apprêtait, pour la première fois, à recueillir des données qui auraient permis au gouvernement de mettre en œuvre des programmes de promotion pour les minorités visibles. Son collègue, le ministre des Finances, l'a-t-il consulté avant de prendre cette décision?

L'hon. Jack Murta (ministre d'État (Multiculturalisme)): Monsieur le Président, le cabinet a étudié le document que lui avait présenté le ministre des Finances. Je ne partage pas les préoccupations du député concernant les différents groupes ethniques du Canada.

LA COLLECTE DE DONNÉES

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, si le ministre ne partage pas mes préoccupations, il ne partage pas non plus celles qu'expriment en chœur tous les groupes ethniques partout au Canada.

Une voix: Les miennes aussi.

M. Marchi: Le ministre de la Défense nationale ferait mieux d'écouter.

Des voix: Oh, oh!

M. Marchi: Étant donné que le rapport de la Commission Abella et le rapport intitulé *L'égalité, ça presse* ont tous deux conclu que le recensement de 1986 était nécessaire, je voudrais que le ministre propose de recueillir les données en question pour que les Canadiens de toutes les régions du Canada et de toute origine puissent profiter de programmes d'égalité en matière d'emploi.

L'hon. Jack Murta (ministre d'État (Multiculturalisme)): Monsieur le Président, le député devrait savoir que l'enquête sur la population active est à la veille de commencer. Les renseignements qu'elle recueillera seront utilisés par mon ministère.

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

L'EFFET DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES SUR LES AUTEURS ET LES ARTISTES

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Communications. Il sait que le président de Radio-Canada a annoncé hier le licenciement de 750 employés d'ici un ou deux mois. Toutefois, il n'a pas parlé des milliers d'employés à temps partiel ou des contractuels engagés pour certains programmes, notamment des auteurs, des comédiens, des musiciens et des danseurs. La société ou les conseillers engagés par le ministre ont-ils fait des études pour savoir ce qui arriverait à ces milliers de personnes?